

"Katharina Focke: nous ne ferons pas cavalier seul avec l'Europe de l'Est" dans 30 jours d'Europe (Novembre 1971)

Légende: En novembre 1971, Katharina Focke, secrétaire d'État à la chancellerie chargée de la coordination de la politique européenne, explique dans une interview accordée au mensuel 30 jours d'Europe les objectifs de l'Ostpolitik menée par le gouvernement de la RFA et la met en rapport avec la coopération avec les États de l'Europe de l'Ouest.

Source: 30 jours d'Europe. dir. de publ. Fontaine, François ; RRéd. Chef Chastenot, Antoine. Novembre 1971, n° 160. Paris: Service d'information des Communautés européennes. "Nous ne ferons pas cavalier seul avec l'Europe de l'Est", auteur:Focke, Katharina , p. 11-12.

Copyright: Libre reproduction, mention d'origine obligatoire.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"katharina_focke_nous_ne_ferons_pas_cavalier_seul_avec_l_europe_de_l_est"_dans_30_jours_d_europe_novembre_1971-fr-b1b5d5e2-4f27-4b1e-a16d-1db805183da5.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 25/07/2013

Une interview exclusive à 30 jours d'Europe

Nous ne ferons pas cavalier seul avec l'Europe de l'Est

nous déclare Katharina Focke
Secrétaire d'Etat à la Chancellerie
(Propos recueillis par Henri Ménéudier)

— **Une certaine méfiance est apparue dans quelques milieux français à propos de l'« Ostpolitik » du gouvernement allemand. Certains voient de nouveau poindre le vieux mythe de Rapallo. Est-ce un thème sérieux qui traduit certains aspects de la politique allemande ?**

— Tout cela ne nous est pas inconnu car ce qui se passe maintenant me rappelle un peu la situation que nous avons affrontée ici sur le plan intérieur, au début du gouvernement de Willy Brandt. Je crois vraiment que l'« Ostpolitik » ne devrait susciter aucune inquiétude. Il y a une indéniable continuité dans notre politique communautaire et l'« Ostpolitik » s'inscrit dans une conception d'ensemble européenne et même française. Nous bénéficions du soutien actif de nos partenaires. Sur certains objets, comme la conférence sur la sécurité européenne, la France semble même en avance sur nous.

— **A quoi attribuez-vous ces inquiétudes ?**

— Elles sont surtout psychologiques et elles résultent de réminiscences historiques qui n'ont plus aucun fondement concret aujourd'hui. Mais nous devons les prendre au sérieux et donner une meilleure information sur des démarches qui, en réalité, sont tout à fait normales.

— **Le gouvernement fédéral croit-il à la détente parce que les objectifs de la politique soviétique en Europe se sont modifiés ?**

— Comme à Paris, nous croyons ici aux possibilités de la détente, en sachant qu'elle n'est pas garantie de façon absolue. La situation a beaucoup évolué depuis l'après-guerre, même sans renversement des positions idéologiques. Mais il est nécessaire et possible de coopérer malgré nos divergences.

— **Le S.P.D., parti auquel vous appartenez, désire coopérer avec les États de l'Europe de l'Est, mais il refuse tout rapport avec le nouveau parti communiste allemand. Comment expliquez-vous cette contradiction ?**

— Je ne vois pas de contradiction. En R.F.A., nous n'avons aucune raison de coopérer avec le D.K.P. Ses conceptions sur la démocratie et sur l'individu sont à l'opposé des nôtres. Mais, par ailleurs, il existe au niveau des États des problèmes de sécurité, de coopération économique et technologique qui ne pourraient se résoudre sans la coopération internationale. De part et d'autre, nous n'avons aucun doute sur les différences qui caractérisent nos régimes.

— **L'Europe de l'Atlantique à l'Oural — n'est-ce pas aussi le projet de Willy Brandt ?**

— S'agit-il encore d'une conception française ? Pour ma part, il y a longtemps que je n'en ai plus entendu parler. Nous faisons actuellement la même analyse que la France qui est de coopérer avec l'ensemble de l'U.R.S.S. et non avec une partie de son territoire.

— **Quelle est la conception du Chancelier ?**

— Les deux parties de l'Europe ont un certain nombre de problèmes communs qu'il faut essayer de résoudre avec les possibilités existantes et en profitant de la convergence de certains intérêts. Notre conception est finalement à l'opposé de celle « de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural », car celle-ci partait de la désintégration de l'Europe de l'Ouest. Seule une solide intégration à l'Ouest permettra de mener à bien la coopération avec l'Est.

— **Dans cette nouvelle Europe qui s'ébauche, ne faut-il pas craindre la domination d'une Allemagne devenue forte et indépendante, tentée de pratiquer une politique de bascule entre l'Est et l'Ouest ?**

— Non et non, je vous répète que nous ne voulons pas faire cavalier seul avec l'Europe de l'Est. Nous insérons nos efforts dans le cadre de ceux de la Communauté et de l'O.T.A.N., nous cherchons avec nos partenaires des positions communes sur les rapports à établir avec l'Est. Nous faisons ensemble les mêmes choses que les autres en contribuant à la normalisation des relations avec l'Est; les hypothèques historiques rendent de tels efforts encore plus nécessaires de la part de la R.F.A.

— **Mais la puissance économique vous donne de nouveaux moyens d'action.**

— La force économique de l'Allemagne a fait naître des craintes chez nos voisins. Sur ce point, j'ai apprécié la franchise des déclarations du Président Georges Pompidou. Il est indéniable que cette puissance économique existe. Mais ce qui compte, c'est que ce potentiel favorise à son tour le progrès économique de la Communauté européenne. Nous démontrons notre attachement à la Communauté en essayant de résoudre avec elle des problèmes communs, en acceptant les règles communautaires. Nous ne désirons pas profiter de cette supériorité vis-à-vis de qui que ce soit. Il faut quand même que nous vivions.

— **Quelle est la priorité pour le gouvernement fédéral : l'« Ostpolitik » ou la coopération avec l'Ouest?**

— Vous faussez le problème en le posant ainsi. En réalité ce sont les deux aspects d'une même politique. Le Chancelier n'aime pas parler d'« Ostpolitik » car cela fait penser à deux tiroirs, l'un avec « l'Ostpolitik », l'autre avec la « Westpolitik », que l'on peut tirer à son gré. Il y a une étroite interdépendance entre les deux aspects de cette politique et il n'y a aucune raison de se désintéresser de l'un plus que de l'autre.

— **La R.F.A. et la R.D.A. entreront-elles l'année prochaine à l'O.N.U. ?**

— Il a été répété que notre entrée à l'O.N.U. dépendait de la normalisation des rapports entre les deux Allemagnes. L'accord de Berlin constituera un premier pas. Il reste d'autres problèmes à régler. Nous ne voulons pas que les querelles allemandes arrivent à l'O.N.U.

— **Comment réagirait la R.F.A. si des pays occidentaux reconnaissaient avant elle la R.D.A. ?**

— Ce serait un acte qui ne prendrait pas en considération les intérêts de l'Allemagne. La R.F.A. n'a aucune raison de croire que les pays amis ne respectent pas une position qui leur est bien connue.

— **L'attitude de la R.F.A. dans la Communauté rencontre, comme l'« Ostpolitik » un certain nombre de critiques. La décision de laisser flotter le mark, allait-elle dans le sens de l'intégration économique et monétaire?**

— Notre décision a été comprise par les pays de la Communauté. La Hollande a laissé flotter sa monnaie le même jour que nous. L'évolution monétaire depuis mai 1971 a conduit, dans le monde entier, au flottement de nombreuses monnaies. Notre décision n'avait rien d'anticommunautaire. C'était une mesure provisoire dans une situation dangereuse où l'Europe ne pouvait pas encore agir.

— **Mais il y avait les engagements de février 1971 sur l'union économique et monétaire.**

— Cet accord n'excluait pas l'éventuelle modification de la parité de telle ou telle monnaie jusqu'à l'étape finale. L'Allemagne a dû agir ainsi quand la Communauté ne s'est pas révélée en mesure d'élaborer une position commune. Chacun a alors ressenti le poids de ses responsabilités vis-à-vis de son propre État. Je déplore cette situation mais j'espère que des progrès seront bientôt possibles.

— **Qu'est-ce qui l'emporte pour le gouvernement fédéral : les intérêts nationaux ou la solidarité**

communautaire ?

— Dès le début de l'unification européenne, nous avons été convaincus, comme d'ailleurs nos partenaires, de l'identité fondamentale entre intérêts nationaux et intérêts communautaires. Il serait faux de croire que la Communauté aurait pu devenir ce qu'elle est s'il en avait été autrement. En cas de conflit, nous cherchons nous aussi une synthèse entre ces deux types d'intérêt.

— Croyez-vous encore à l'unification politique de l'Europe ?

— Que veut dire « encore » ? Je ne partage pas vos doutes sur cette question. Il y a, par exemple, un large accord entre MM. Heath, Pompidou et Brandt sur la nécessité de créer un gouvernement européen qui prendrait des décisions contrôlées par le Parlement. C'est l'Europe politique.

— Le S.P.D. a toujours activement soutenu les demandes d'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E., notamment quand M. Wilson était Premier Ministre à Londres. Êtes-vous déçue par la décision du Labour de s'opposer à une telle entrée ?

— Personnellement, je regrette un tel développement mais je n'ai pas l'intention de me mêler des affaires du parti. Cependant je crois que les réalités économiques et que les avantages de l'entrée dans la C.E.E. influenceront l'opinion publique et le Labour, celui-ci n'étant pas insensible à l'évolution de celle-là.

— Le gouvernement fédéral va-t-il provoquer la réunion d'une conférence européenne au sommet en 1972 ?

— Il ne s'agit pas de « provoquer ». Des contacts existent depuis longtemps entre les gouvernements, en particulier au niveau franco-allemand. Il n'y a pas de concurrence entre les États sur cette question. On sait parfaitement de part et d'autre qu'une telle conférence serait peu utile si elle n'était pas préparée soigneusement.